

NON À L'ACCORD NATIONAL INTERPROFESSIONNEL

# TOUS ENSEMBLE

## CONTRE LE PATRONAT ET LE GOUVERNEMENT !



Le 11 janvier, le MEDEF et trois syndicats (CFDT, CFTC, CFE-CGC) ont conclu un Accord National Interprofessionnel (ANI) qui donne toute satisfaction au patronat en continuant le démantèlement du Code du travail engagé par la droite et Sarkozy.

Le gouvernement veut désormais en faire une loi. C'est inacceptable !

Cet accord, faussement présenté comme un moyen de « sécuriser l'emploi », est en réalité une machine de guerre pour

«sécuriser» les licenciements, détruire les droits collectifs des salariés et systématiser la précarité et l'insécurité sociale.

Après ce qui a été signé à PSA-Sevelnord, et ce que Renault est sur le point d'imposer dans tout le groupe, c'est au tour de tous les salariés d'être attaqués.

### UNE ARME DE PLUS ENTRE LES MAINS DES PATRONS

Les employeurs pourraient nous imposer un changement de poste de travail ou de lieu de travail et une diminution des salaires nets sous prétexte que ce serait nécessaire pour garantir la « compétitivité » de l'entreprise !

Au nom du « lissage » du temps de travail, les patrons pourraient éviter de payer les heures supplémentaires ou les heures complémentaires pour les salariés à temps partiel (80 % de femmes). L'ANI, ce serait travailler plus pour gagner moins !

Et enfin, l'ANI permettrait un chantage permanent sur les salariés récalcitrants pour les mettre dehors, s'ils n'acceptent pas tout cela, ainsi que la simplification des procédures de licenciement.

Cela, alors que le chômage et la précarité ne cessent de s'aggraver, avec les tragédies qui en témoignent, comme l'immolation d'un chômeur en fin de droits à Nantes, il y a dix jours.

### EN FINIR AVEC LE «DIALOGUE SOCIAL»

Cet accord est l'aboutissement de la politique de « dialogue social » dont tous les gouvernements nous rebattent les oreilles. Les partis politiques, du PS aux différents courants de la droite, expliquent qu'en France, les syndicats sont trop conflictuels

et doivent devenir « de véritables partenaires sociaux ». Les directions des syndicats ont donc accepté de se mettre autour de la table des négociations.

Mais qu'y a-t-il à négocier quand on ne s'est pas donné les moyens de construire un rapport de force qui soit un peu plus en notre faveur ? Qu'y a-t-il à négocier, lorsque le gouvernement annonce qu'il a choisi son camp et qu'il légiférerait de toute façon ? Comment empêcher que les députés votent et que le gouvernement applique cet accord ?

### UNE SEULE SOLUTION: PRÉPARER LE «TOUS ENSEMBLE» !

Les syndicats non-signataires (CGT, FO), la FSU et Solidaires appellent à une journée de mobilisation le 5 mars. Il y a des appels à la grève et à des manifestations. C'est l'occasion pour tous les salariés de se rassembler, de montrer leur colère et de poser des jalons vers la construction d'un véritable rapport de forces vis-à-vis du patronat et du gouvernement, pour leur faire ravalier l'ANI, mais aussi tout le reste !

Un tel mouvement d'ensemble ne se décrète pas. Mais il pourrait commencer d'exister en s'appuyant sur la convergence des luttes en cours contre les plans de licenciements à PSA, Arcelor Mittal, Goodyear, Sanofi, contre les menaces qui pèsent à Petroplus, Grande Paroisse, contre les accords de compétitivité à Renault. Pour ne parler que des salariés des grosses entreprises, car bien d'autres sont en lutte.

Il est temps de rassembler les luttes autour d'objectifs communs : interdiction des licenciements, réquisition des entreprises qui licencient, diminution du temps de travail pour partager le travail, augmentation des salaires, défense des retraites et de la protection sociale, amnistie des salariés victimes de la répression patronale.

**L'argent existe, les profits du CAC 40 le montrent tous les jours. Invertissons cette spirale de la régression sociale, en nous battant tous ensemble et en faisant converger nos luttes !**

RUE ORDNERP T CAT NOC

NE UOR00167 no Yt Ssru Med eArN04

rooc s ov zeyov'n E

: à l'irâ ggnrapou @ gga- ne uor: apn

: no N

: no nér P

: esser'd A

: lé T